

BUDGET 82

PSO

la brèche

Bienne, le 13 novembre 81

D'amères pilules dans un gâteau rose

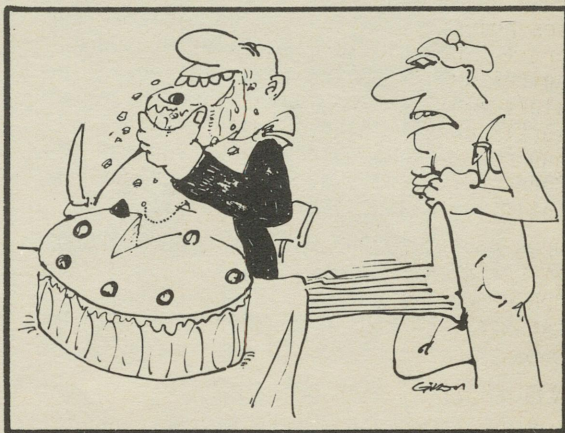
AUGMENTATION DES TARIFS DU GAZ, DES TRANSPORTS PUBLICS, BLOCAGE STRICT DU PERSONNEL, PAS D'AUGMENTATION DES SALAIRES REELS DU PERSONNEL COMMUNAL DEPUIS 1974, FERMETURES DE CLASSES . . . LE GATEAU ROSE D'ECONOMIES PROPOSE PAR LE PARTI SOCIALISTE EST GARNI DE PILULES AMERES QUE LES RADICAUX ET LA BOURGEOISIE CONSIDERENT COMME TROP DOUCES. LE CONSEILLER DE VILLE HÄMMERLI APPELLE DÉJÀ À LA LUTTE CONTRE LA COMPENSATION DU RENCHÉRISSEMENT ET POUR UNE DIMINUTION DU PERSONNEL COMMUNAL. L'ATTAQUE EST CLAIRE, UNE TELLE ARROGANCE DOIT ÊTRE FREINÉE.

La ville de Bienne est le deuxième employeur de la région. La majorité de gauche aurait la possibilité de donner un exemple encourageant pour les salariés qui sont aujourd'hui touchés par la politique patronale. Elle pourrait montrer qu'on peut se défendre et que le mouvement ouvrier doit mettre en avant ses propres solutions dans l'intérêt des salariés.

Mais la politique budgétaire proposée ne suit pas ce chemin. Elle ne pèse pas seulement sur les épaules des travailleurs de la ville. Elle encourage également les patrons de l'horlogerie et de la métallurgie à continuer à mettre en cause des revendications ouvrières justifiées telles que la compensation du renchérissement.

UNE POLITIQUE AU SERVICE DES SALAIRES signifierait :
RENONCER A TOUTE AUGMENTATION DES TARIFS PARCE QU'ELLE TOUCHE AVANT TOUT LES BAS REVENUS.

Mais cela signifierait aussi la levée du blocage du personnel, l'augmentation du salaire réel, en particulier pour les classes salariales inférieures, l'introduction de la semaine de 40h. C'est avec cette alternative que notre conseillère de ville Sylviane Zulauf est intervenue dans le débat sur le budget. Une telle politique entraînerait aussi une confrontation avec les Radicaux qui ne siègent pas au Conseil de ville dans le but de défendre les intérêts des salariés. Concernant la défense des salariés, le bloc des "Partis modérés" -appellation



démagogique s'il en faut - est vraiment extrêmement modérée. Capituler devant eux comme le lapin devant le serpent, c'est accepter de ne rien changer.

LE BUDGET COMMUNAL N'EST PAS UN MENAGE.

Naturellement, le problème des ressources se pose. Mais disons d'abord à ce propos que les services publics ne peuvent être rentables, à moins de perdre tout caractère social. Et ce qui peut être rentable est aux mains des bourgeois.

Deuxièmement sur la question de l'inflation: ce serait mettre cul par-dessus tête que de prétendre que les responsables de l'inflation sont les salariés et non pas les banques et les spéculateurs. Il est donc faux de faire passer les travailleurs à la caisse par le biais du blocage du personnel et le refus du réajustement salarial.

Troisièmement, nous croyons qu'il est aujourd'hui tout à fait possible d'accroître le déficit budgétaire. Bienne, comparée aux autres communes, n'a pas un service de la dette disproportionné. Cela ne signifie jamais qu'on va vers la faillite de la ville. C'est bien une question politique, une question de rapport de forces. Mais ce rapport de forces ne peut être amélioré que si le mouvement ouvrier refuse la politique d'austérité et avance ses propres solutions.

Quatrièmement, nous demandons à la Municipalité et aux sociaux-démocrates de s'adresser au canton pour obtenir une harmonisation fiscale matérielle. Car aujourd'hui les riches habitent dans les communes de banlieue où les taux d'imposition sont plus bas. Et avec leur revenu de plus de 100000 francs, ces messieurs arrivent à se constituer une belle cagnotte supplémentaire.

SORTIR DE L'IMPASSE

Si le mouvement ouvrier s'oppose au changement de la bourgeoisie, s'il met en avant ses propres solutions et se mobilise contre les restrictions sociales et budgétaires que la droite veut imposer, il peut alors modifier les rapports de forces et sortir de l'impasse. C'est dans ce sens que nous devons agir si nous voulons défendre nos acquis sans s'appuyer sur une politique financière bourgeoise.

NOUS NOUS OPPOSONS DONC AU BUDGET PROPOSE ET DEMANDONS QU'ON ETABLISSE UN NOUVEAU PROJET QUI TIENNE COMPTE DES INTERETS DES SALARIES, EN PARTICULIER DE CEUX QUI SONT DANS LES CATEGORIES LES PLUS BASSES.

NON AU BUDGET COMMUNAL 1982,

NON AUX ECONOMIES SUR LE DOS DES SALARIES.



Affaire BERTHOUD

BERTHOUD PEUT ET DOIT ETRE BATTU

CONTRE LES MANOEUVRES DES RADICAUX QUI VEULENT PLACER J.P. BERTHOUD AU CONSEIL MUNICIPAL, CE MEME BERTHOUD QUI A ECHOUÉ LORS DES DERNIERES ELECTIONS MUNICIPALES, le PSO a décidé de faire OPPOSITION en récoltant les signatures nécessaires.

Nous voulons permettre une réelle élection pour battre Berthoud et c'est possible. Car BERTHOUD DOIT - et peut - ETRE BATTU!

L'entrée de Berthoud, qui est au sein même de son parti de l'aile la plus droitière, renforcerait nettement la droite à l'exécutif. On ne peut attendre du Radical Berthoud qu'il défende les postes de travail ou les droits démocratiques, ce sera tout l'inverse. Accepter l'élection tacite de Berthoud reviendrait à encaisser des coups de la part des partis bourgeois sans riposte.



LA ROSE SOCIALISTE VA-T-ELLE PLIER ?

Au vu des positions parues aujourd'hui, on pourrait le croire! Nous ne pouvons admettre l'argument des socialistes "NOUS SOMMES EQUITABLEMENT REPRESENTES". Aucun argument de cuisine électorale de type "gentleman agreement" ou de respect de la proportionnelle ne doit primer sur les responsabilités politiques que la gauche a vis-à-vis de la classe ouvrière. Sinon elle prend le risque de perdre ses acquis dans les années à venir. Bien entendu, la gauche se renforcera en changeant de politique et en s'en donnant les moyens. Mais c'est aussi en rompant avec la logique de la collaboration à l'exécutif qu'elle solidifiera ses positions. Un siège de plus est un moyen.

Alors que les salariés biennois sont confrontés à une nouvelle attaque de leurs emplois et de leurs salaires, une candidature de gauche s'impose. Nous avons interpellé le PS dans ce sens pour qu'il présente un candidat contre Berthoud. Dans le cas où le PS accepterait le jeu des partis bourgeois, nous présenterons notre propre candidature.

Signez l'opposition à Berthoud, demandez des feuilles au PSO, tél. 22.95.47.